

L'avis de l'expert

# Pour affronter le siècle, l'OMC a besoin d'habits neufs

Née au XXe siècle, l'Organisation mondiale du commerce est encore largement tributaire de ses règles et de ses conflits douaniers. Or, les échanges d'aujourd'hui ont complètement changé. Soit l'OMC s'adapte à ce nouveau monde, soit elle deviendra une institution secondaire

Le monde a changé – mais pas l'OMC. Les flux transfrontières des biens, des investissements, des services, du savoir-faire et des personnes liés aux réseaux de production internationaux – en bref, la gestion de la chaîne d'approvisionnement – ont transformé le monde. L'OMC n'a pas suivi.

L'Organisation mondiale du commerce semble au contraire engluée dans un profond malaise. Incapable de conclure le Cycle de Doha en raison de conflits du XXe siècle sur les droits de douane et des obstacles posés au commerce des produits agricoles, l'OMC semble être tout aussi incapable d'aller de l'avant dans quelque domaine que ce soit. Les membres les plus indéfectibles de l'OMC commencent à chercher ailleurs les nouvelles règles nécessaires pour encadrer les échanges commerciaux du XXIe siècle.

Les problèmes tiennent à l'émergence d'une nouvelle forme de commerce, intimement liée à la dissociation des activités de production

Cet échec est paradoxal. Le malaise ne reflète en rien d'éventuels sentiments hostiles à la libéralisation des échanges. Bien au contraire, des membres de l'OMC – dont des pays comme l'Inde, le Brésil et la Chine qui l'ont pendant longtemps critiquée – ont réalisé une libéralisation massive du commerce, des investissements et des services au cours de la première décennie de ce siècle. Dans la pratique, les membres de l'OMC ont fait progresser les objectifs de libéralisation de l'OMC aux plans unilatéral, bilatéral et régional – pour ainsi dire à tous les niveaux, sauf au sein même de l'OMC.

Il est intéressant de noter que le malaise ne reflète pas non plus le manque de popularité de l'OMC. L'organisation continue à attirer de nouveaux membres, dont des nations puissantes



**Richard Baldwin**

Professeur d'économie internationale, codirecteur du Centre for Trade and Economic Integration, Institut de hautes études internationales et du développement

comme la Russie, malgré le coût politique élevé encouru par l'adhésion. Enfin, il ne reflète pas un manque de pertinence de l'organisation: les membres ont de plus en plus recours au mécanisme de règlement des différends. En bref, dès lors qu'il s'agit des questions et des échanges commerciaux du XXIe siècle, l'OMC a toute sa raison d'être.

Les problèmes de l'OMC tiennent davantage à l'émergence d'une nouvelle forme de commerce, intimement liée à la dissociation des activités de production (chaînes de valeur mondiales), qui a reconfiguré la géographie de la production mondiale. Et – puisque être partie intégrante d'une chaîne d'approvisionnement est la voie rapide vers l'industrialisation – cette dissociation est également au cœur de la croissance des marchés émergents qui a, à son tour, transformé la géographie de la demande mondiale. Dans cette configuration, le protectionnisme n'a pas sa place. En fait, les pays qui érigent des barrières verrouillent les fabricants s'installent ailleurs, les excluant des chaînes d'approvisionnement mondiales. Les mesures protectionnistes sont devenues des mesures destructrices.

Les nouvelles formes d'échange ont besoin de nouvelles règles – de nouvelles disciplines qui aillent au-delà de celles de l'OMC. A ce jour, pratiquement toute la gouvernance nécessaire a été spontanément formulée sous forme d'accords commerciaux régionaux ou par le biais de réformes politiques unilatérales favorables aux entreprises, mises en œuvre par les pays en développement. Le véritable problème n'est donc pas tant un échec de l'OMC que l'érosion de sa centralité dans le système commercial mondial.

Dans ce contexte, l'OMC pourrait à l'avenir suivre l'une ou l'autre voie. Dans le premier cas de figure, l'organisation maintiendrait sa pertinence pour les échanges commerciaux du XXe siècle et les «règles de conduite» de base, mais n'aurait aucune pertinence pour le commerce du XXIe siècle, et toutes les questions de «nouvelle génération» seraient traitées ailleurs.

Selon ce premier scénario, qui semble être la trajectoire suivie actuellement par l'OMC, et dans

sa version optimiste, l'organisation reste l'un des piliers de la gouvernance commerciale mondiale. Cette situation évoque la structure à trois piliers de l'Union européenne, dont le premier pilier (en bref, les disciplines convenues dans les traités précédant le Traité de Maastricht de 1992) a été supplanté par deux nouveaux piliers couvrant de nouveaux domaines de coopération. Dans la version pessimiste de ce scénario, l'absence de progrès sapera le soutien politique envers l'organisation et les infractions aux disciplines de l'OMC deviendront monnaie courante; en termes imagés, la bicyclette se couchera sur le côté une fois l'élan dissipé.

Les nouvelles formes d'échange excluent toute mesure protectionniste. Elles nécessitent de nouvelles règles, de nouvelles disciplines multilatérales

Dans le second cas de figure, la centralité de l'OMC est ravivée et l'organisation s'implique dans les questions commerciales du XXIe siècle, à la fois en élaborant de nouvelles disciplines multilatérales – ou du moins des lignes directrices générales – sur des questions telles que les garanties de l'investissement et en donnant une dimension multilatérale à certaines des nouvelles disciplines apparues dans les accords commerciaux régionaux.

Il existe de nombreuses variantes à ces perspectives d'avenir. L'engagement de l'OMC pourrait prendre la forme d'accords plurilatéraux par lesquels un sous-ensemble de membres de l'OMC souscrirait aux disciplines qu'ils contiennent. Plusieurs exemples, dont l'Accord sur les technologies de l'information (ATI) et l'Accord sur les marchés publics (AMP), incarnent cette approche. Il pourrait également prendre la forme d'un élargissement de l'ordre du jour du Cycle de Doha, de façon à inclure une partie des nouvelles questions

qui sont aujourd'hui couramment prises en compte dans les accords commerciaux régionaux.

La réalité commerciale du XXIe siècle est bien sûr encore présente, mais, si elle reste importante pour certains biens (par exemple, les produits primaires) et pour certains pays (les chaînes d'approvisionnement internationales sont encore rares en Amérique latine et en Afrique), l'aspect le plus dynamique du commerce actuel est le développement des chaînes de valeur internationales.

Le front sur lequel l'avenir de l'OMC paraît sombre est donc celui du commerce du XXIe siècle. Les demandes pour de nouvelles règles et disciplines régissant l'interaction entre commerce, investissement, services, propriété intellectuelle et mobilité des entreprises sont toutes formulées ailleurs qu'à l'OMC. Les pays en développement s'efforcent d'abaisser unilatéralement et au plus vite leurs droits de douane (en particulier sur les biens intermédiaires) et d'éliminer les barrières et autres entraves «appliquées après la frontière» aux liens entre commerce, investissements, services et propriété intellectuelle. La plupart des pays s'empres- sent de signer des traités bilatéraux sur les investissements qui incluent les disciplines du XXIe siècle. Ces évolutions ont très nettement érodé la centralité de l'OMC dans le système de gouvernance commerciale mondiale.

Les conséquences de ces évolutions sont évidentes. L'avenir de l'OMC consistera soit à rester sur la voie de garage du XXe siècle sur laquelle elle a été aiguillée, soit à collaborer de manière constructive et créative à l'éventail des nouvelles disciplines nécessaires pour sous-tendre le commerce du XXIe siècle.

© The Graduate Institute, Geneva

Cet article a été publié dans *Globe*, la revue de l'Institut de hautes études internationales et du développement

Traduit de l'anglais par Julia Gallin

## L'exécution de M13, une défaite collective



**Philippe Barraud**

La mise à mort de l'ours M13, aux Grisons, sous des prétextes futiles et sans réflexion sur des solutions alternatives, est un double signal grave, pour la société comme pour l'Etat. C'est celui de notre déconnexion complète avec la nature, et c'est celui de l'échec de notre politique à l'égard de la faune.

On se pince pour prendre au sérieux les explications des autorités grisonnes: une gamine aurait aperçu l'ours, et en aurait été à tel point traumatisée qu'il a fallu... l'hospitaliser! Voilà ce que c'est que d'apprendre aux enfants que la nature n'existe pas, et que les seuls animaux sauvages que l'on peut tolérer sont soit empaillés, soit dans des zoos. Mais en tout cas, pas dans la nature, qui doit être aussi sécurisée qu'un couloir d'hôpital.

Dans de nombreux pays d'Europe, la population cohabite sans difficultés particulières avec, non pas un seul, mais des milliers d'ours. Il arrive sans doute souvent que des promeneurs ou des enfants les aperçoivent mais, que l'on sache, personne n'a été hospitalisé pour cela. Mais la Suisse, elle, bien propre en ordre, ne supporte pas l'idée qu'un seul et unique ours puisse vivre sur son territoire!

M13 et ses prédécesseurs ont tous été dûment massacrés «pour des raisons de sécurité». Pourtant, ils étaient, pour un certain nombre de nos citoyens, une sorte de miracle, une richesse, le retour d'un élément très ancien de notre faune. C'était un

signe, un symbole fort aussi: il montrait que notre nature, pourtant tellement maltraitée, pouvait encore offrir un habitat à des prédateurs tels que le lynx, le loup et l'ours, précisément. C'était un peu naïf. Les autorités politiques n'ont rien à faire de ces états d'âme. Surtout, c'était oublier que, même si l'écrasante majorité de la population veut redonner une place à ces animaux dans nos forêts, une minorité de décideurs et de lobbies, comme celui des chasseurs, se sont jurés d'exterminer ces animaux, systématiquement, légalement ou non, et qu'importe l'opinion publique.

Il faut se faire à cette idée: c'est dans un combat dur, acharné et de longue durée que doivent s'engager les défenseurs de la nature, sans se laisser prendre au piège de compromis qui trahiraient leurs objectifs. Tout simplement parce que la partie adverse est impitoyable, puissante, influente, et tient une bonne partie des leviers de commande, à Berne et dans les gouvernements cantonaux.

Les défenseurs de la nature ont beau être nombreux, ce ne sont pas eux qui fixent les objectifs et prennent les décisions. Ils ne sont que les témoins, accablés et impuissants, de l'incompétence et du mépris de la nature qui caractérisent des responsables bien peu responsables.

Le seul moyen d'expression efficace dont dispose la majorité en Suisse, c'est l'initiative et le référendum. Il faut s'en servir, et dans le cas qui nous occupe, il est plus nécessaire que jamais de faire aboutir l'initiative fédérale de Pro Fauna pour la protection des prédateurs. Sinon, nous ne pourrions qu'assister, la rage au cœur, à l'extermination permanente d'une partie de notre faune essentielle aux équilibres naturels.

Journaliste indépendant

## L'Europe est en passe de devenir une colonie des pays émergents



**Michael Marder**

L'achèvement du processus de décolonisation, initié au milieu de XXe siècle, a été l'une des conséquences involontaires de l'actuelle crise économique et politique en Europe. Tandis que le produit intérieur brut des pays en développement ne cesse de croître, de nombreuses économies européennes, victimes de la crise, se contractent, et désormais certaines nations – hier colonies du Vieux Continent, à commencer par la Chine – achètent activement les actifs que l'Europe privatise.

Le groupe de médias angolais Newshold s'appête à racheter la chaîne publique de télévision RTP à son ancien maître colonial, le Portugal.

EDP (Energias de Portugal), une autre entreprise portugaise qui génère, fournit et distribue de l'électricité à la péninsule Ibérique, a cessé d'être publique lorsque 21% de la part de l'Etat a été vendue à la société China Three Gorges Corp.

OPAP, une société grecque de jeu particulièrement rentable, a, elle aussi, reçu une offre de rachat de la part d'une entreprise chinoise. Piraeus Container Terminal dans le célèbre port grec est désormais une filiale du groupe chinois Costco.

Et, dans un mouvement inverse, en 2012 l'Argentine a nationalisé le producteur de pétrole YPF, contrôlé par l'Espagne, tandis que la

Bolivie s'emparait de la filiale du groupe espagnol Red Electrica Corporacion basée dans ce pays d'Amérique du Sud.

Ce n'est pas uniquement la privatisation d'entreprises publiques rentables dans tout le sud de l'Europe, accompagnée de la nationalisation d'entreprises au bord du dépôt de bilan telles que Bankia en Espagne, qui est en cause. Les exemples ci-dessus démontrent amplement qu'il n'est plus nécessaire de «provincialiser l'Europe», ainsi que le recommandaient les pionniers des études postcoloniales, parce que l'Europe fait elle-même un excellent travail en se provincialisant toute seule!

Les pays émergents rachètent à bon prix des entreprises publiques européennes prospères

Alors que les querelles internes se poursuivent entre les membres de l'UE et qu'en l'absence de réformes systémiques et de remaniements réglementaires, la crise se prolonge, l'Europe pourrait bien perdre sa position de centre de pouvoir dans un monde multipolaire. La vision à somme nulle des pays européens les plus prospères les aveugle. Ils ne voient pas que si les pays de la périphérie sont rétrogradés au stade de membres de seconde classe de l'Union, le continent tout entier sera entraîné dans leur chute. Autrefois centre colonial dominant, l'Europe se transforme rapidement, non en parte-

nnaire à égalité de l'Asie et des Etats qu'elle a colonisés par le passé, mais dans un rapport d'assujettissement.

Les mouvements de capitaux se reflètent dans les mouvements migratoires des êtres humains. Ces dernières années, l'émigration du Portugal vers le Brésil et l'Angola a grimpé en flèche: rien qu'en 2009 et 2010, le nombre de citoyens portugais enregistrés dans les consulats brésiliens a bondi de 60 000 personnes. Le nombre de personnes qui ont quitté l'Espagne durant les six premiers mois de 2012 a augmenté de 44% comparativement à la même période de l'année précédente. Bien que 86% d'entre eux soient des immigrants naturalisés espagnols, mais nés outre-mer, qui ont décidé de rentrer en Amérique du Sud en raison de l'amélioration des conditions économiques sur place, une majorité d'Espagnols ont exprimé leur désir de vivre à l'étranger si des opportunités de travail devaient s'y présenter.

Du point de vue des anciennes colonies, l'Europe mérite d'être marginalisée, ce qui s'avérerait un excellent remède contre des siècles d'un eurocentrisme préjudiciable et de prétention à la supériorité culturelle. Mais avant de célébrer ce «retour de balancier», il serait prudent de se demander si le changement qui s'opère est vraiment qualitatif.

Lorsque l'ère postcoloniale a commencé, la promesse d'une situation économique plus juste ne s'est de loin pas réalisée. Les capitaux nationaux ont simplement changé de mains, passant de celles des colonisateurs à celles d'une petite élite locale, possédant souvent des relations et des liens familiaux

étroits dans la métropole. La grande majorité des populations des anciennes colonies n'ont eu aucun droit à de meilleures conditions de vie, tandis que les ressources naturelles de ces pays nouvellement créés ont continué à servir des intérêts privés.

La crise européenne présente une opportunité concrète pour les acteurs clés des économies émergentes de racheter des entreprises publiques européennes (très prospères) à des prix relativement bas. Couplé avec l'exacerbation des inégalités internes entre le centre et la périphérie de l'Union européenne, l'achèvement de la décolonisation menace de se muer en colonisation dans l'autre sens, mais par des moyens purement économiques.

Une Europe affaiblie, marginalisée, ne serait pas dans l'intérêt de ses citoyens, et ne contribuerait en rien à la stabilité d'un ordre politique mondial multipolaire. Certes, un changement de paradigme en faveur d'un décentrage de la conscience collective européenne est le bienvenu. Mais il faudra impérativement rappeler, et rappeler sans cesse, les idéaux universellement contraignants de justice sociale et économique dont les mouvements et les penseurs politiques du Vieux Continent se sont faits les champions.

Michael Marder est professeur et chercheur en philosophie à l'Institut Ikerbasque de l'Université du Pays basque (Vitoria-Gasteiz) et auteur d'un récent essai: «Plant-Thinking. A Philosophy of Vegetal Life», Columbia University Press, 248 p. Traduit de l'anglais par Fabienne Bogadi